

Jean-Baptiste Rivoire condamné pour «violences volontaires contre Didier Contant»

Avec ce verdict, c'est un peu la condamnation de tous ceux qui se sont acharnés contre l'Algérie qui faisait face aux terroristes barbares. C'est la condamnation de ceux qui avaient inventé dans le microcosme parisien — avec leurs relais dans une certaine presse et des ONG — la fameuse interrogation du «qui tue qui ?», devenue leur marque déposée, qui tentent encore aujourd'hui, désespérément, de laver les groupes terroristes de crimes que ces derniers revendiquent eux-mêmes.

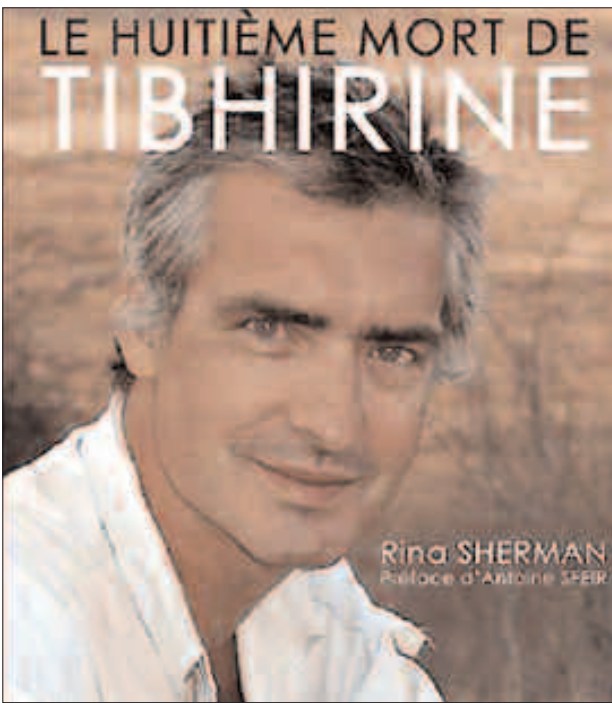
De notre bureau de Paris
Khedidja Baba-Ahmed

La 10^e chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris a rendu son verdict jeudi dans l'affaire opposant Rina Sherman au journaliste Jean-Baptiste Rivoire. Ce dernier a été condamné pour violences volontaires contre la personne de Didier Contant. Rina Sherman, la compagne de ce dernier, contactée samedi matin par notre journal au téléphone, nous a exprimé son soulagement après ce verdict, même si la préméditation

n'a pas été retenue dans la condamnation.

Rivoire écope de la peine maximale que prévoit la loi en la matière, en l'occurrence une amende de 750 euros. «Il a été sanctionné pénalement et c'est très bien, même si la préméditation n'a pas été retenue», nous a encore déclaré Rina Sherman.

Rappelons que, une année après la mort de Didier Contant, en février 2004, Rina Sherman avait déposé plainte contre Jean Baptiste Rivoire pour violences volontaires à l'encontre de Didier Contant,



grand reporter, qui enquêtait sur l'enlèvement des moines de Tibhirine et qui allait livrer les résultats de la troisième partie de son enquête. Celle-ci n'étant pas du goût, ou étant plutôt en

contradiction avec la thèse défendue par Rivoire et ses compères «quitquistes», l'acharnement contre Didier Contant et les violences allaient en se développant contre ce journaliste d'inves-

tigation qui, lors de son voyage en Algérie, avait trouvé de nouveaux témoins affirmant que les moines avaient bien été tués par les terroristes et qui mettaient en cause la crédibilité des propos d'Abdelkader Tigha, sous-officier déserteur, réfugié en Europe.

Ce dernier, qui imputait l'assassinat des moines à l'armée algérienne, étant la pièce centrale de l'édifice de Rivoire, il ne fallait surtout pas que l'enquête de Contant vienne faire chanceler cet édifice, déjà fragile.

C'est alors que Rivoire va en guerre pour empêcher la publication de l'enquête de Didier Contant : il contacte beaucoup de rédactions parisiennes pour accuser Contant d'être un agent des services secrets algériens et français.

Il réussit à éviter que l'enquête, en contradiction avec sa thèse, ne soit publiée et met Contant dans une situation de pestiféré.

Rumeurs et violences verbales vont accompagner cette cabale. C'est tout cet acharnement, décrit par le menu, qui a été déroulé lors de l'audition du 1^{er} octobre dernier où Rivoire n'avait pas pu échapper à son œuvre de destruction d'un confrère dont le seul tort était d'avoir mis en relief une vérité qui ne confortait pas la sienne. Le verdict prononcé jeudi laisse à espérer que pour le moins, les Rivoire et compagnie pourront considérer qu'on ne peut impunément s'attaquer de cette manière à ceux qui n'épousent pas leur thèse. Quant à Rina Sherman, si elle regrette que la préméditation n'ait pas été retenue, elle nous a déclaré, néanmoins, que «l'essentiel est que Rivoire ait été condamné». Et si jamais Rivoire faisait appel — il a dix jours pour le faire —, elle est prête à poursuivre le combat contre ce qu'a enduré son compagnon.

K. B.-A.

SITUATION SÉCURITAIRE

Maintenant que le terrorisme est vaincu

La lutte antiterroriste n'a, sans doute jamais été aussi efficace que durant le deuxième semestre de l'année en cours où elle a engrangé des résultats remarquables. Ce mois de novembre, comme le mois précédent, elle a encore abouti à la neutralisation de pas moins d'une bonne vingtaine de terroristes, sans compter les réseaux de soutien démantelés.

L'efficacité du redéploiement grâce auquel elle s'est affirmée sur le plan militaire et policier ces dernier mois s'est articulée autour d'un recul d'une évidence incontestable des actes criminels des groupes salafistes armés.

Rien, sur le plan sécuritaire, ne serait évidemment plus réconfortant et rassurant que de savoir que le terrorisme islamiste est totalement et définitivement mort et enterré. Mais tel n'est pas encore le cas.

La bête immonde que représente Al-Qaïda au Maghreb est réellement démembrée et amoindrie dans tous ses segments mais n'a pas encore rendu son dernier souffle. En est témoin le nombre de victimes tombées durant ce mois de novembre, jusqu'au week-end de l'Aïd.

4 morts et 22 blessés parmi les membres de forces de sécurité et les civils, pour la majorité suite à des explosions de bombes artisanales lors des ratissages.

Il importe cependant de noter que ces engins de la mort, pour le cas présent, ne relèvent pas d'une riposte des groupes terroristes pourchassés.

Même s'ils provoquent

encore des dégâts, ils sont loin de révéler une vitalité qui traduirait des capacités offensives des groupes criminels truffant les forêts, à titre préventif, pour leur propre protection.

Sur la dizaine d'actes terroristes enregistrés durant ce mois de novembre, seuls deux sont à classer parmi des attentats programmés et ciblés.

L'un contre un ancien Patriote désarmé (ou garde communal), assassiné alors qu'il regagnait son domicile dans une petite localité, et un autre contre un livreur de pain à un cantonnement militaire.

La nature même de ces deux crimes, totalement gratuits, surtout qu'elle a tendance à devenir répétitive ces derniers mois du fait de la facilité de leur exécution, montre l'extrême lâcheté des groupes criminels encore actifs et signe de manière tangible leur dépérissement.

Le terrorisme n'a pas cessé de montrer tout au long de ce second semestre qu'il a perdu de sa capacité de nuisance à travers la neutralisation d'un nombre important de ses groupes criminels parmi lesquels plusieurs dirigeants intermédiaires et locaux et, à

travers eux, la possibilité d'exécuter des actes à caractère exhibitionniste des capacités dont il s'auto-convenait pour imposer à l'Etat et à la société son propre projet.

Les victoires successives de la lutte antiterroriste contre les maquis se sont répercutées sur toute la mécanique d'Al-Qaïda au Maghreb dans ses différentes facettes. Les réseaux dormants ont perdu toute vitalité. Les possibilités de recrutement

se sont essouffées. Les sources de financement se sont tariées.

Le risque d'élargissement géographique n'a pas dépassé le nord du Mali et sans trop d'enracinement des coins de la Mauritanie.

Maintenant que le terrorisme dans son ensemble est concrètement terrassé et qu'il ne reste plus qu'à l'achever, il est clair que sa fin ne sera pas traduite par celle des opérations militaires contre les maquis comme elle le serait par la

reprise en main de tout ce que le pays a perdu durant les deux dernières décennies à cause de lui. Il est temps pour l'Algérie, qui a déjà commencé à se panser, qu'elle commence à se penser.

Les chantiers énormes qui attendent ne sont pas toujours seulement ceux des «plans quinquennaux» et autres lois de finances. Notre ministre de l'Intérieur a judicieusement parlé, en Italie la semaine dernière, de la «lutte contre la matrice

idéologique du terrorisme». Il faudrait aussi parler du combat pour les valeurs démocratiques, républicaines, patriotiques, les mécanismes qui les imposent, les conditions pour la mobilisation en leur faveur.

C'est par la victoire de cette bataille exaltante et d'espérance que l'Algérie sortira définitivement de la longue et lugubre parenthèse terroriste et qu'elle la privera de toute possibilité de retour.

Mohamed Issami

ILS LANCENT UN VÉRITABLE SOS À BOUTEFLIKA

Des étudiants algériens en danger de mort en Égypte

La communauté algérienne en Egypte vit le pire depuis que Antar Yahia a commis ce crime de lèse-majesté : faire qualifier l'Algérie en Coupe du monde !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

Il ne s'agit plus de l'odieuse campagne politico-médiatique égyptienne contre l'Algérie. Non ! Mais bel et bien de beaucoup plus grave encore.

Cela vire au lynchage physique, au sens bestial du terme, des agressions quotidiennes, des humiliations de centaines de nos concitoyens se trouvant en Egypte pour «délit ... d'algérianité».

Cette situation insoutenable, trente-cinq étudiants algériens de l'Université d'Alexandrie, en Egypte, l'ont si bien exprimée dans une lettre parvenue à notre rédaction, intitulée : «Demande d'intervention».

Cette situation se veut à la fois un SOS et une interpellation des plus hautes autorités du pays quant à la

situation de ces étudiants. «La peur jour et nuit, les menaces un peu partout, tous les dossiers des Algériens sont bloqués dans toutes les universités égyptiennes.

Interdiction aux Algériens d'accéder aux facultés, interdiction d'assister aux cours jusqu'à nouvel ordre et par décision du doyen, des commerçants s'abstenant de vendre aux Algériens tous genres de produits, au point de coller des affiches sur les portes des boutiques (...). Des agressions et plusieurs autres gestes humiliants comme cracher sur le drapeau national devant des Algériennes (...).

Aussi, les étudiants avouent leur impuissance devant un tel déluge de haine, «on ne sait même pas à qui on doit s'adresser pour demander de l'aide. Est-ce à l'ambassadeur Abdelkader Hadjar (...) ou bien aux services de sécurité égyptiens pour nous protéger des leurs mais qui font la sourde oreille ?» Ces étudiants inter-

pellent vivement le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia, pour agir dans l'urgence «avant que cela ne soit trop tard», écrivent-ils. C'est-à-dire avant qu'il n'y ait mort d'hommes ! Regrettant, par ailleurs, que leurs multiples contacts avec les ministères concernés (Enseignement supérieur, Affaires étrangères) soient demeurés vains.

Ces étudiants s'adressent à Bouteflika en tirant la sonnette d'alarme, on ne peut plus clairement. «(...) La vie de plus de trente-cinq étudiants est en danger (...), la vie de certains Algériens et Algériennes qui risquent de perdre leurs vies et leur avenir pour le simple fait d'être des Algériens et des Algériennes ou d'avoir un passeport vert».

Bouteflika, qui, avons-nous appris de bonne source, a donné instruction ferme de «ne plus parler de l'Egypte», va-t-il réagir ?

K. A.